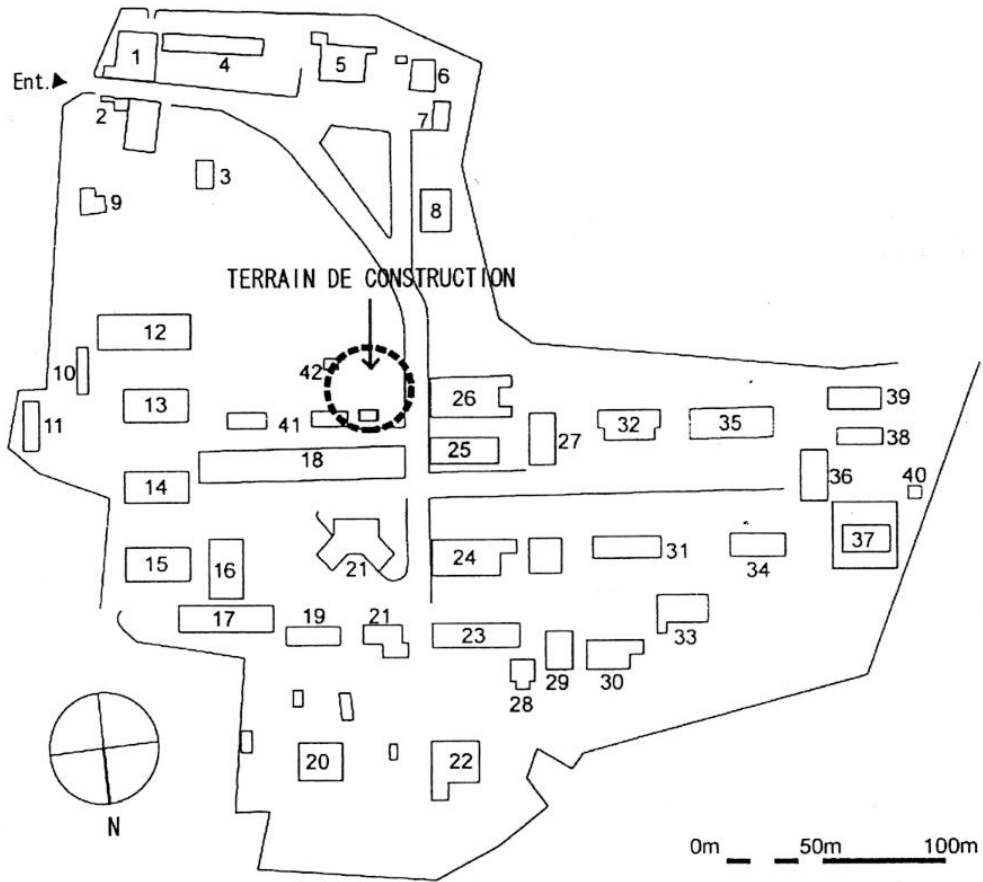


Annexe-1 TERRAIN DE CONSTRUCTION ENVISAGE DU COMPLEXE MERE ET ENFANT DU CHUM



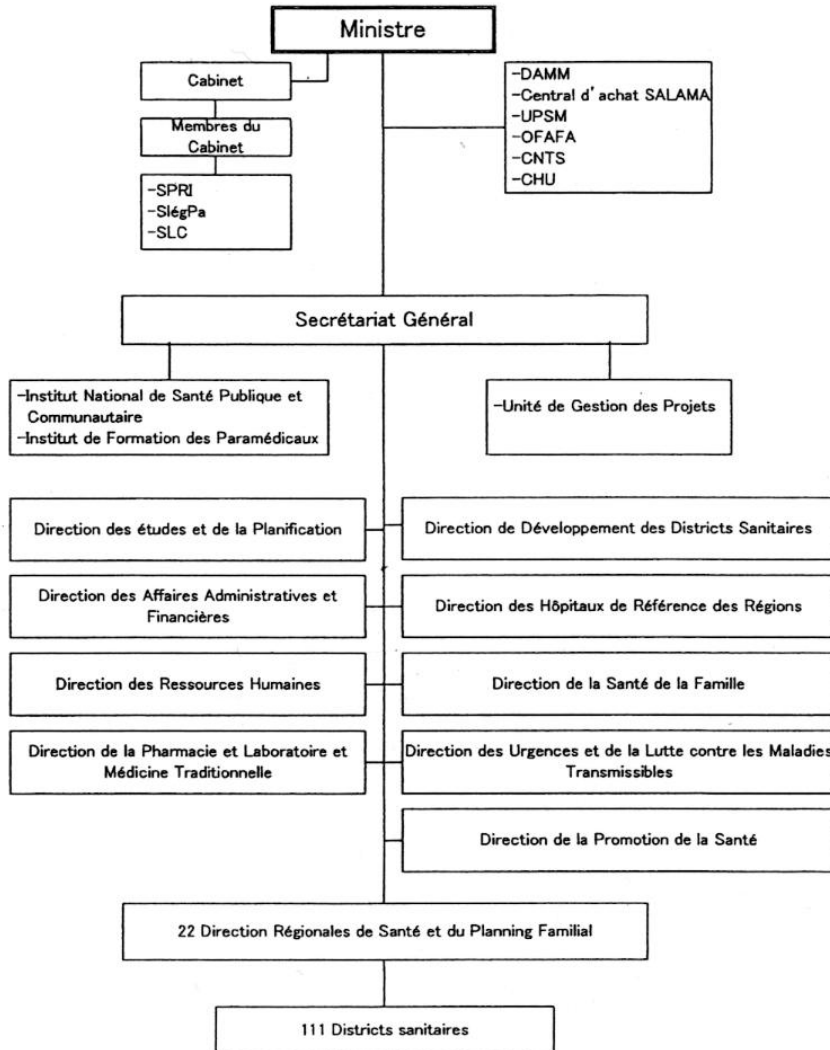
LISTE DES BATIMENTS-EXISTENCE

NO.	DESIGNATION	NO.	DESIGNATION	NO.	DESIGNATION
1	BUREAUX DES ENTREES	21	RADIOLOGIE	35	MEDECINE INTERNE
2	BUREAUX SURVEILLANT PORTIER	23	LABORATOIRES/BANQUE DE SANG	36	PNEUMOLOGIE
5	STANDARD/PHARMACIE	24	HEPATO-GASTRO-ENTERO	37	MALADIES INFECTIEUSES
6	LOGEMENT STAGIAIRES INTERNES	25	SOINS EXTERNES et	38	CABANON
7	GARAGE	26	CARDIOLOGIE-NEUROLOGIE	39	PSYCHIATRIE
10	CUISINE ACCOMPAGNANT	27	HOSPITALISATION	40	MORGUE
12-14	ECOLEE, E.M.S	28	MAGASIN DE DEPOT DE MATERIELS	41	TOILETTES
15	BATIMENT MALNUTRITION	29	LABORATOIRES	42	RESERVE D'EAU
16	ANAPATH	30	BUANDERIE/LINGERIE	※	16 BATIMENT F.E.D. OPERATOIRE, STERILISATION, URGENCES, MATERNITE, UROLOGIE, CHIRURGIE VISCERALE, O.R.L-STOMATOLOGIE, OPHTALMOLOGIE-UROLOGIE, CHIRURGIE TRAUMATOLOGIE
17	PEDIATRIE	31	CUISINE	※	3-4-8-9-11-20-22: LOGEMENT
18	BATIMENT F.E.D.	32	CENTRE D'APPAREILLAGE		
19	BIBLIOTHEQUE	33	ATELIER		
20	LOGEMENT	34	LEPROLOGIE		

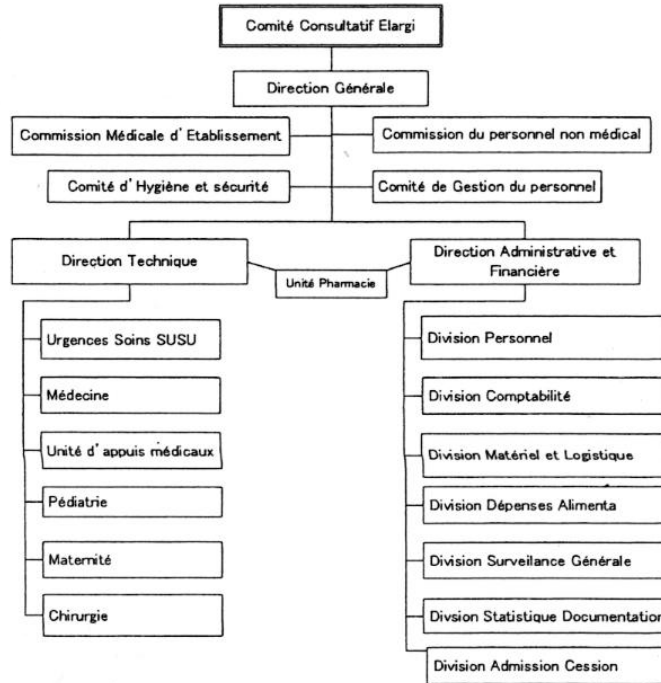
1/2

B
A

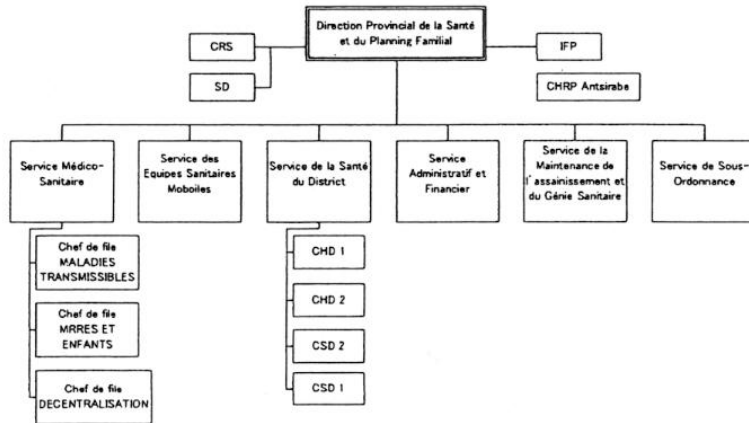
Organigramme du Ministère de la Santé et du Planning Familial



Organigramme du Centre Hospitalier Universitaire de Mahajanga



Organigramme de la Direction Provinciale de la Santé et du Planning Familial de Mahajanga



Annexe-3 Programme d'aide financière non-remboursable du Japon

Le programme d'aide financière non-remboursable accorde au pays bénéficiaire des fonds non-remboursables qui permettront de fournir les installations, les équipements et les services (main-d'oeuvre ou transport, etc.) pour le développement socio-économique du pays, selon les principes suivants et conformément aux lois et réglementations afférentes du Japon.

L'aide financière non-remboursable n'est pas effectuée sous forme de don en nature au pays bénéficiaire.

Schéma de l'aide financière non-remboursable

(1) Procédure de l'aide financière non-remboursable

Le programme d'aide financière non-remboursable est exécuté selon la procédure suivante.

1) Demande (requête effectuée par le pays bénéficiaire)

Etudes (étude préliminaire/étude du concept de base effectuées par la JICA) Estimation et approbation (estimation par le gouvernement du Japon et approbation par le Conseil des ministres du Japon) Détermination de l'exécution (Echange de Notes entre les deux gouvernements) Exécution (Mise en œuvre du Projet)

2) Lors de la première étape, la requête présentée par le pays bénéficiaire, est examinée par le gouvernement du Japon (Ministère des Affaires étrangères) afin de déterminer si elle est pertinente dans le cadre de l'aide financière non-remboursable. Au cas où il serait confirmé que la requête est prioritaire en tant que projet d'aide financière non-remboursable, le gouvernement du Japon demande à la JICA de procéder à une étude.

Lors de la seconde étape, l'étude (étude du concept de base) est effectuée par la JICA ayant conclu un contrat avec une société de consultation japonaise chargée de l'exécution.

Lors de la troisième étape (estimation et approbation), le gouvernement du Japon décide, sur la base du rapport d'étude du concept de base élaboré par la JICA, si le Projet convient au cadre de l'aide financière non-remboursable. Il est ensuite soumis pour approbation au Conseil des ministres.

Lors de la quatrième étape (détermination de l'exécution), l'exécution du Projet approuvé par le Conseil des ministres est officiellement déterminée par la signature de l'Echange de Notes entre les deux gouvernements.

Au fur et à mesure de l'exécution du Projet, la JICA accélérera le processus d'exécution en apportant son soutien au pays bénéficiaire pour la procédure d'appel d'offres, les signatures des contrats et les autres opérations nécessaires.

3

16

2

3

(2) Contenu de l'étude

1) Contenu de l'étude

Le but de l'étude (étude du concept de base) effectuée par la JICA est de fournir un document de base permettant de déterminer si un projet est exécutable ou non dans le cadre du Programme d'aide financière non-remboursable du Japon. Le contenu de l'étude est le suivant :

- confirmer l'arrière-plan de la requête, les objectifs et les effets du Projet ainsi que les capacités de maintenance du pays bénéficiaire nécessaires à l'exécution du Projet
- évaluer la pertinence de l'aide financière non-remboursable du point de vue technologique et socio-économique
- confirmer le concept de base du plan convenu après discussions entre les deux parties
- préparer un plan de base du Projet
- estimer les coûts du Projet

Le contenu de la requête n'est pas obligatoirement approuvé en tant que contenu de l'aide financière non-remboursable. Le concept de base du Projet doit être confirmé par rapport au cadre d'aide financière non-remboursable du Japon.

Le gouvernement du Japon demande au gouvernement du pays bénéficiaire de prendre toutes les mesures qui pourraient s'avérer nécessaires pour assurer son indépendance lors de l'exécution du Projet. Ces mesures doivent être garanties même si elles n'entrent pas dans la juridiction de l'organisme du pays bénéficiaire en charge de l'exécution du Projet. Par conséquent, l'exécution du Projet doit être confirmée par toutes les organisations concernées du pays bénéficiaire par la signature des minutes des discussions.

2) Sélection des consultants

En vue de la bonne exécution du Projet, la JICA effectue une sélection parmi les consultants enregistrés auprès de la JICA après avoir procédé à un examen des propositions soumises par ces derniers. Le consultant sélectionné procède à l'étude du concept de base et élabore le rapport sur la base des références fournies par la JICA.

A l'étape de conclusion du contrat entre le consultant et le pays bénéficiaire après l'Echange de Notes, la JICA recommande le même consultant que celui qui a participé à l'étude du concept de base afin d'assurer une cohérence technique entre l'étude du concept de base et le plan détaillé.

(3) Plan de l'aide financière non-remboursable du Japon

1) Echange de Notes (E/N)

L'aide financière non-remboursable du Japon est accordée conformément aux Notes échangées entre les deux gouvernements et dans lesquelles sont confirmés, entre autres, les objectifs, la durée, les conditions et le montant de l'aide.

2) La "durée de l'aide" s'inscrit dans l'année fiscale dans laquelle le Conseil des ministres a approuvé

2/

B K
B

le Projet. Toutes les procédures d'aide, Echange de Notes, conclusion des contrats avec le consultant et le contractant et paiement final à ceux-ci, doivent être achevés durant cette année fiscale.

Toutefois, en cas de retard lors de la livraison, de l'installation ou de la construction due à des éléments incontrôlables tels que les conditions météorologiques, la durée de l'aide financière non-remboursable pourra être prolongée d'une année fiscale supplémentaire après accord entre les deux gouvernements.

3) Fourniture des produits et services

L'aide doit être en principe réservée exclusivement à l'achat de produits provenant du Japon ou du pays bénéficiaire, et aux services des ressortissants japonais ou du pays bénéficiaire.

Le terme "ressortissants japonais" signifie les personnes physiques japonaises ou les personnes morales japonaises dirigées par des personnes physiques japonaises.

Lorsque les deux gouvernements le jugent nécessaire, l'aide financière non-remboursable peut être utilisée pour les produits ou les services tels que le transport d'un pays tiers (autre que le Japon ou le pays bénéficiaire).

Toutefois, dans le cadre de l'aide financière non-remboursable, les principaux contractants, à savoir le consultant, l'entrepreneur et la société de commerce nécessaires à l'exécution de l'aide doivent en principe être exclusivement des ressortissants japonais.

4) Nécessité de la vérification

Le gouvernement du pays bénéficiaire ou son représentant autorisé conclura les contrats en Yen japonais avec les ressortissants japonais. Ces contrats seront vérifiés par le gouvernement du Japon. Cette vérification est nécessaire car les fonds de l'aide financière non-remboursable proviennent des taxes des citoyens japonais.

5) Dispositions à prendre par le gouvernement du pays bénéficiaire

Lors de l'exécution de l'aide financière non-remboursable, le pays bénéficiaire devra prendre les dispositions suivantes :

- (i) Acquérir, dégager et niveler le terrain nécessaire pour les sites du Projet, avant le commencement des travaux de construction,
- (ii) Assurer les installations de distribution d'électricité, d'approvisionnement et d'évacuation des eaux ainsi que les autres utilités nécessaires à l'intérieur et aux alentours du site,
- (iii) Prévoir les bâtiments nécessaires avant les travaux d'installation dans le cas où le Projet consisterait à fournir des équipements,
- (iv) Prendre en charge la totalité des dépenses et l'exécution rapide du déchargement, du dédouanement dans le port de débarquement et le transport terrestre des produits achetés dans le cadre de l'aide financière non-remboursable,
- (v) Exonérer les ressortissants japonais de droits de douane, taxes intérieures et ou autres levées






fiscales imposées dans le pays bénéficiaire eu égard à la fourniture des produits et des services spécifiés dans les contrats vérifiés,

- (vi) Accorder aux ressortissants japonais dont les services pourraient être requis en relation avec la fourniture des produits et des services spécifiés dans les contrats vérifiés, toutes les facilités nécessaires pour leur entrée et leur séjour dans le pays bénéficiaire pour l'exécution des travaux.
- 6) "Utilisation adéquate "
- Le pays bénéficiaire est requis d'entretenir et d'utiliser les installations construites et les équipements achetés dans le cadre de l'aide financière non-remboursable de manière adéquate et efficace et de désigner le personnel nécessaire pour le fonctionnement et la maintenance ainsi que de prendre en charge toutes les dépenses autres que celles couvertes par l'aide financière non-remboursable.
- 7) "Réexportation"
- Les produits achetés dans le cadre de l'aide financière non-remboursable ne doivent pas être réexportés à partir du pays bénéficiaire.
- 8) Arrangement bancaire (A/B)
- a) Le gouvernement du pays bénéficiaire ou son représentant autorisé devra ouvrir un compte à son nom dans une banque agréée au Japon (ci-après dénommée la "Banque"). Le gouvernement du Japon exécutera l'aide financière non-remboursable en procédant aux paiements en Yen japonais pour couvrir les obligations du gouvernement du pays bénéficiaire ou de son représentant autorisé conformément aux contrats vérifiés.
- b) Les paiements seront effectués lorsque les demandes de paiement seront présentées par la Banque au gouvernement du Japon conformément à l'Autorisation de Paiement émise par le gouvernement du pays bénéficiaire ou de son représentant autorisé.
- 9) Autorisation de Paiement (A/P)
- Le gouvernement du pays bénéficiaire devra régler à la banque la commission de notification de l'autorisation de paiement et la commission de paiement.

3/

B A
B

Annexe-4 Principaux travaux à exécuter par chaque gouvernement

N°	Eléments	Couvert par la Coopération financière non-remboursable	Couvert par le pays bénéficiaire
1.	Obtenir une superficie de terrain suffisante		•
2.	Défrichage et mise à niveau du terrain si nécessaire		•
3.	Construction de clôtures et portails dans et autour du terrain		•
4.	Construction du parking	•	
5.	Construction de la route		
	1) A l'intérieur du site	•	
	2) A l'extérieur du site		•
6.	Construction du bâtiment	•	
7.	Fourniture des installations de distribution d'électricité, d'alimentation en eau, de drainage et autres installations connexes		
	1) Electricité		
	a. Branchement du site à la ligne de distribution		•
	b. Les câbles de descente et les câbles internes à l'intérieur du site	•	
	c. Le transformateur et disjoncteur principal	•	
	2) Alimentation en eau		
	a. Branchement du site au réseau de distribution d'eau de la ville		•
	b. Système de distribution d'eau à l'intérieur du site (réservoirs de réception et surélevés)	•	
	3) Drainage		
	a. Branchement du site au réseau de drainage de la ville (égouts, eau de pluie, etc.)		•
	b. Système de drainage à l'intérieur du site (évacuation des eaux toilette, des eaux usées ordinaires, des eaux de pluie et autres)	•	
	4) Alimentation en gaz		
	a. Branchement du site au réseau de distribution de la ville		•
	b. Système d'alimentation en gaz à l'intérieur du site	•	
	5) Réseau téléphonique		
	a. Branchement du répartiteur d'entrée (MDF) de l'immeuble à la ligne téléphonique interurbaine		•
	b. MDF et lignes internes après le répartiteur	•	
	6) Mobilier et équipements		
	a. Mobilier général (moquettes, rideaux, tables, chaises et autres)		•
	b. Equipements concernant le Projet	•	
8.	Prise en charge des commissions suivantes de la banque de change japonaise pour les services bancaires basés sur les B/A		
	1) Commission de notification de l'A/P		•
	2) Commission de paiement		•
9.	Déchargement et dédouanement au port de débarquement du pays bénéficiaire		
	1) Transport vers le pays bénéficiaire par mer (air) de produits originaires du Japon	•	
	2) Exonération d'impôts et dédouanement des produits au port de débarquement du pays bénéficiaire		•
	3) Transport à l'intérieur du pays entre le port de débarquement et le site	(•)	(•)
10.	Accorder aux ressortissants japonais dont les services pourraient être requis dans le cadre de la fourniture des produits ou dans le cadre du contrat toute l'aide nécessaire pour assurer leur arrivée dans le pays bénéficiaire et y permettre leur séjour afin qu'ils puissent exécuter lesdits services.		•
11.	Exonérer des droits de douane, des impôts et autre prélèvement qui pourront être imposés dans le pays bénéficiaire aux ressortissants japonais qui fourniront les services et les produits du Projet, conformément au contrat vérifié.		•
12.	Exploitation et maintenance correcte et efficace des installations construites et des équipements fournis dans le cadre de la coopération financière non-remboursable.		•
13.	Prise en charge de toutes dépenses, autres que celles couvertes par la coopération financière non-remboursable, nécessaires à la construction des installations et au transport et montage des équipements		•




マダガスカル国
マジュンガ州母子保健施設整備計画基本設計調査
協議議事録
(抄訳)

日本国政府は、マダガスカル国政府からの要請に基づき「マジュンガ州母子保健施設整備計画」（以下「プロジェクト」と記す）に係る基本設計調査の実施を決定し、その調査実施を独立行政法人国際協力機構（以下「JICA」と記す）に委託した。

JICAは、マダガスカル国へJICA無償資金協力部業務第三グループの原田秀明グループ長を団長とする基本設計現地調査団（以下「調査団」と記す）を派遣し、2005年2月20日から3月25日までマダガスカル国に滞在する予定である。

調査団は、マダガスカル国政府関係者等と協議すると共に、調査対象地域において現地踏査を実施した。

協議及び現地踏査の結果、マダガスカル国側・日本側双方は附属書に記述された主要事項について確認した。日本側は、今後更に調査を継続して基本設計調査報告書を作成する予定である。

アンタナナリボ
2005年3月11日

原田 秀明
団長
基本設計現地調査団
独立行政法人国際協力機構

次官
保健家族計画省
マダガスカル国

局長
マジュンガ州保健局
マダガスカル国

院長
マジュンガ大学病院
マダガスカル国

付属書

1 プロジェクトの目的

本プロジェクトは、要請されたマジュンガ大学病院センター母子保健施設の施設建設・機材供与及びマジュンガ州の一次医療施設に対する機材調達を通じ、マジュンガ州において提供される母子保健医療サービスが改善されることを目的とする。

2 プロジェクトの対象サイト

本プロジェクトの対象サイトは、マジュンガ州に位置するマジュンガ大学病院構内及びその周辺地域である。なお、マジュンガ大学病院センター母子保健施設の建設予定地は添付資料1に示したとおりである。

3 プロジェクトの責任機関及び実施機関

本プロジェクトの責任機関はマダガスカル国保健家族計画省、また、実施機関は同省マジュンガ大学病院センター及びマジュンガ州保健局である。これら3機関の組織図は添付資料2に示したとおりである。

4 マダガスカル国側からの要請内容

協議の結果、マダガスカル国側は、最終的に以下に示した施設の建設及び機材の調達を日本側に対して要請した。JICAは、今後の継続調査及び国内解析により要請の妥当性を検討し、無償資金協力として適切であると判断した場合には日本国政府にその承認を推薦する。

- (1) 施設建設
産科及び新生児科部門
教育訓練部門
臨床研究部門
その他
- (2) 機材調達
上記(1)の施設部門の活動に必要な機材
上記(1)の施設と州一次医療施設との連携に必要な機材

5 無償資金協力の仕組み

- (1) 調査団は、添付資料3に記載された日本国の無償資金協力の仕組みについてマダガスカル国側に説明し、マダガスカル国側はそれを理解した。
- (2) マダガスカル国側は、日本国政府が本プロジェクトに対する無償資金協力の実施を承認した場合、その円滑な実施のために添付資料4に記載された事項を実施することを確約した。

6 今後の調査スケジュール

- (1) 調査団は、引き続き2005年3月25日まで現地調査を継続する。
- (2) JICAは、国内解析を踏まえて基本設計概要書を作成する。また、基本設計概要説明調査団を2005年5月下旬に派遣し、基本設計概要についてマダガスカル国側に説明すると共にマダガスカル国側の必要準備事項を確認する。
- (3) 基本設計概要書の内容について、マダガスカル国側に原則的に受け入れられた場合、JICAは基本設計調査報告書を作成し、2005年8月上旬頃にマダガスカル国側に送付する。

7 その他の協議事項

- (1) マダガスカル国側は、本プロジェクトの対象施設及び機材の運営・維持管理に必要な予算措置及び人員配置を適切に行うことを確約した。
- (2) 機材調達の対象となるマジュンガ州一次医療施設については、継続調査及び国内解析により特定する。

添付資料1： マジュンガ大学病院センター母子保健施設の建設予定地

添付資料2： 責任機関及び実施機関組織図

添付資料3： 無償資金協力の仕組み

添付資料4： 両国政府の主要負担事項